

# COUR SUPÉRIEURE

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000849-170

DATE : 23 juin 2021

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE THOMAS M. DAVIS, J.C.S.**

---

**STÉPHANE DURAND**  
Demandeur

c.  
**SUBWAY FRANCHISE SYSTEMS OF CANADA, ULC,**  
et  
**DOCTOR'S ASSOCIATES LLC**  
Défenderesses

---

## JUGEMENT SUR APPROBATION ET LES MODALITÉS DE PUBLICATION D'UN AVIS AUX MEMBRES

---

- [1] **CONSIDÉRANT** le jugement de la Cour d'appel rendu le 4 décembre 2020 autorisant l'exercice d'une action collective dans ce dossier;
- [2] **CONSIDÉRANT** la nécessité de publication d'un avis aux membres;
- [3] **CONSIDÉRANT** que ce dossier et en particulier le jugement d'autorisation de la Cour d'appel ont été médiatisés;
- [4] **CONSIDÉRANT** les articles 18 et 576 C.p.c.;

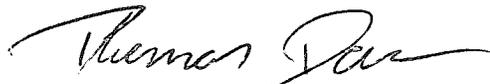
**PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[5] **APPROUVE** la forme et le contenu de l'avis aux membres en versions française et anglaise, les deux soumises conjointement par les avocats des parties lors de la conférence de gestion du 11 juin 2021 et joint au présent jugement;

[6] **ORDONNE** la publication de l'avis aux membres dans les deux versions française et anglaise sur le site Internet de l'avocat du demandeur au [www.actioncollective.com](http://www.actioncollective.com), en particulier à la page <http://www.actioncollective.com/case.php?caseID=11>, au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2021;

[7] **FIXE** à 90 jours après la publication de l'avis aux membres, le délai pour un membre de s'exclure du groupe et, par conséquent, ne pas être lié par le sort de l'action collective;

[8] **LE TOUT** frais à suivre.



---

THOMAS M. DAVIS, J.C.S.

M<sup>e</sup> James R. Nazem  
Avocat du demandeur

M<sup>e</sup> Frédéric Paré  
M<sup>e</sup> Alexa Teofilovic  
STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., S.R.L.  
Avocats des défendeurs

**SI VOUS ÊTES UNE PERSONNE PHYSIQUE ET VOUS AVEZ ACHETÉ, ENTRE LE 24 FÉVRIER 2014 ET LE 31 DÉCEMBRE 2017 UN SANDWICH AU POULET D'UN RESTAURANT SUBWAY DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC, CECI VOUS CONCERNE.**

**CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
No: 500-06-000849-170**

**(ACTION COLLECTIVE)  
COUR SUPÉRIEURE**

---

**STÉPHANE DURAND,**

demandeur

c.

**SUBWAY FRANCHISE SYSTEMS OF  
CANADA, ULC,  
-et-  
DOCTOR'S ASSOCIATES LLC,**

défenderesses

---

## **AVIS AUX MEMBRES**

---

**SVP VEUILLEZ FAIRE CIRCULER À TOUTE PERSONNE QUI POURRAIT ÊTRE CONCERNÉE.**

1. **PRENEZ AVIS** que l'exercice d'une action collective a été autorisé le 4 décembre 2020 par arrêt de la Cour d'appel du Québec, pour le compte des personnes faisant partie du groupe décrit ci-après, à savoir :

« Toute personne physique qui a acheté entre le 24 février 2014 et le 31 décembre 2017 un sandwich de poulet d'un restaurant Subway dans la province de Québec »

2. La Cour a décrété que l'action collective, dont le dépôt a été autorisé par ledit jugement, doit être exercée dans le district judiciaire de Montréal;
3. Le statut de représentant pour l'exercice de l'action collective a été attribué à

Stéphane DURAND;

Le nom et les coordonnées de son avocat et l'avocat du groupe sont comme ci-dessous :

Me James Reza NAZEM  
1010, rue de la Gauchetière O., bureau 950  
Montréal (Ville-Marie), Québec, H3B 2N2  
Téléphone : (514) 392-0000  
Télécopieur : 1 (855) 821-7904  
Courriel : [jrnazem@actioncollective.com](mailto:jrnazem@actioncollective.com)  
Skype : jrnazem

4. Les principales questions qui seront traitées collectivement sont les suivantes :
  - a. Les défenderesses ont-elles décrit correctement le contenu de leurs sandwiches de poulet aux membres du groupe?
  - b. Les demanderesses ont-elles mal renseigné ou trompé les membres du groupe dans la description de leurs sandwiches de poulet Subway?
  - c. Les défenderesses ont-elles commis une faute envers le demandeur et les autres membres du groupe et ont-elles dénaturé la description de leurs sandwiches de poulet Subway?
  - d. Les défenderesses ont-elles failli à leurs devoirs et obligations sous contrat, Loi de protection du consommateur, droit commun ou toute autre disposition statutaire concernant la vente de la nourriture aux membres du groupe?
  - e. Les produits vendus au demandeur et aux autres membres du groupe sont-ils entachés de quelque vice caché?
  - f. Les membres du groupe, incluant le demandeur, ont-ils droit à un remboursement ou une réduction de prix de vente des sandwiches de poulet Subway?
  - g. Les défenderesses sont-elles tenues de payer des dommages-intérêts punitifs au demandeur et aux autres membres du groupe?
  - h. Les défenderesses sont-elles solidairement responsables envers le demandeur et les membres du groupe?
5. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

**ACCUEILLIR** la demande en action collective du demandeur et des membres du groupe contre des défenderesses Subway Franchise Systems of Canada, ULC et Doctor's Associates, LLC;

**CONDAMNER** les défenderesses solidairement à rembourser (restituer) tous les membres du groupe, incluant le demandeur, le plein montant du prix d'achat payé pour les sandwiches au poulet achetés ou **SUBSIDIAIREMENT, RÉDUIRE** le prix d'achat et **CONDAMNER** les défenderesses solidairement à rembourser au demandeur et aux membres du groupe la somme équivalente;

**CONDAMNER** les défenderesses solidairement à payer au demandeur et aux membres du groupe des dommages-intérêts punitifs équivalent à ce qui précède;

**LE TOUT** avec frais de justice.

6. L'action collective à être exercée par le représentant pour le compte des membres du groupe consistera en une action collective en remboursement, restitution ou réduction du prix de vente ainsi qu'en dommages-intérêts punitifs contre les défenderesses pour faute contractuelle et fausses représentations;
7. Tout membre faisant partie du groupe qui ne s'en sera pas exclu de la façon indiquée ci-après, sera lié par tout jugement à intervenir sur l'action collective;
8. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure (sauf permission spéciale) a été fixée à 90 jours suivant la publication de cet avis;
9. Un membre, qui n'a pas déjà formé une demande personnelle, peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal par courrier avant l'expiration du délai d'exclusion;
10. Tout membre du groupe qui a formé une demande dont disposerait le jugement final sur l'action collective est réputé s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion;
11. Un membre du groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'action collective;
12. Un membre peut faire recevoir par la Cour son intervention si celle-ci est considérée utile au groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable à la demande des défenderesses. Un membre qui n'intervient pas à l'action collective ne peut être soumis à un interrogatoire préalable que si le Tribunal le considère utile.
13. Pour être membre du groupe :

**Si vous désirez être inclus dans l'action collective, vous n'avez rien à faire.**  
En effet, sauf permission spéciale, tout membre faisant partie du groupe sera lié par le jugement à intervenir sur l'action collective à moins qu'il ne s'exclue.

Si vous désirez **vous exclure** de l'action collective, vous devez en aviser le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal par courrier au :

1, rue Notre Dame E.  
Montréal (Québec), H2Y 1B6  
Canada

Objet : Stéphane DURAND c. **SUBWAY FRANCHISE SYSTEMS OF  
CANADA, ULC -et- DOCTOR'S ASSOCIATES LLC**  
Dossier : 500-06-000849-170

Cet avis doit être transmis **au plus tard le 90<sup>ième</sup> jour après la publication de cet avis.**

**(ACTION COLLECTIVE)**

No: 500-06-000849-170  
Cour: supérieure  
District : de Montréal

**STÉPHANE DURAND,**

demandeur

c.

**SUBWAY FRANCHISE SYSTEMS OF  
CANADA, UCL,**

-et-

**DOCTOR'S ASSOCIATES LLC,**

défenderesses

**AVIS AUX MEMEBRES**

**ORIGINAL**

**James Reza Nazem**

Place du Canada  
1010, de la Gauchetière O., bureau 950  
Montréal, Québec, H3B 2N2  
Téléphone : (514) 392-0000  
Télécopieur sans frais : 1 (855) 821-7904  
Courriel : [jnazem@actioncollective.com](mailto:jnazem@actioncollective.com)

N/d: 1702JN3519

AN-1795

*NAZEM*

**IF YOU ARE A NATURAL PERSON AND HAVE PURCHASED, BETWEEN FEBRUARY 24, 2014 AND DECEMBER 31, 2017 A CHICKEN SANDWICH FROM A SUBWAY RESTAURANT IN THE PROVINCE OF QUEBEC, THIS CONCERNS YOU.**

---

**CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT OF MONTREAL  
No: 500-06-000849-170**

**(CLASS ACTION)  
SUPERIOR COURT**

---

**STEPHANE DURAND,**

Plaintiff

v.

**SUBWAY FRANCHISE SYSTEMS OF  
CANADA, ULC,  
-and-  
DOCTOR'S ASSOCIATES LLC,**

Defendants

---

## **NOTICE TO THE MEMBERS**

---

**PLEASE CIRCULATE TO WHOM IT MAY CONCERN.**

1. TAKE NOTICE that on December 4, 2020, the filing of a class action against **SUBWAY FRANCHISE SYSTEMS OF CANADA, ULC** - and - **DOCTOR'S ASSOCIATES LLC** (500-06-000849-170) was authorized by the judgement of the Court of Appeal of Quebec, in favour of a class whose members are described below :

"All natural persons who have purchased between February 24, 2014 and December 31, 2017 a chicken sandwich from a Subway restaurant in the Province of Quebec."

2. The Court determined that the class action, the filing of which was authorized by the said judgement, should be instituted in the Judicial District of Montreal;

3. Stéphane DURAND has been appointed as the representative plaintiff;

The name and the contact information of **the lawyer** for the representative plaintiff and the class are:

**James Reza NAZEM, Esq.**

1010 de la Gauchetière Street West, Suite 950

Montreal (Ville-Marie), Quebec, H3B 2N2

Telephone : (514) 392-0000

Fax : 1 (855) 821-7904

E-mail : [jrnazem@actioncollective.com](mailto:jrnazem@actioncollective.com)

Skype : jrnazem

4. The principal issues in the class action to be dealt with collectively are the following :

- a. Did the defendants accurately describe the content of their Subway chicken sandwiches to the Class members?
- b. Did the defendants misinform, mislead or deceive the Class members in their description of their Subway chicken sandwiches?
- c. Are the defendants at fault towards the plaintiff and other Class members, and did they misrepresent the specifications of their Subway chicken sandwiches?
- d. Did the defendants fail in their duties and obligations under contract, the Consumer Protection Act, civil law or any statutory law respecting sale of food products to the Class members?
- e. Were the products sold to the plaintiff and other Class members affected by any hidden defect?
- f. Are Class members, including the plaintiff, entitled to restitution or reduction of the purchase price of their Subway chicken sandwiches?
- g. Are the defendants liable towards the plaintiff and other Class members for punitive damages?
- h. Are the defendants jointly and severally (solidarily) liable towards the plaintiff and the Class members?

5. The conclusions sought in relation to those issues are the following :

**GRANT** the plaintiff and the Class members' class action against the defendants Subway Franchise Systems of Canada, ULC and Doctor's Associates, LLC;

**CONDEMN** the defendants jointly and severally (solidarily) to reimburse (restitute) all the members of the Class, including the plaintiff the full amount of the purchase price paid for the chicken sandwiches purchased or **SUBSIDIARILY, REDUCE** the purchase price and **CONDEMN** the defendants solidarily to reimburse the plaintiff and other Class members to an equivalent amount;

**CONDEMN** the defendants solidarily to pay to the plaintiff and the Class members punitive damages equivalent to the previous amount;

**THE WHOLE** with court costs.

6. The class action instituted by the representative in favour of the class shall consist of a lawsuit in reimbursement, restitution or reduction of the sales price as well as punitive damages against the defendants for alleged contractual breach and misrepresentation;
7. Every class member that has not excluded himself/herself from the class in the manner indicated below, will be bound by a judgement to be rendered on the class action;
8. The date after which a class member, who has not excluded himself/herself (except for special leave), can exclude himself/herself has been set at 90 days following the publication of this notice;
9. A class member who has not already filed a personal lawsuit, can exclude himself/herself from the class by informing the clerk of the Superior Court for the district of Montreal, by mail, before the time limit for doing so has expired;
10. Any class member who has already filed a lawsuit having the same subject matter as the class action will be deemed to have opted out if he/she does not discontinue the lawsuit before the time limit for opting out has expired;
11. No class member other than the representative plaintiff or an intervenor may be required to pay legal costs arising from the class action;
12. A class member may intervene in the class action if the court considers it useful to the class action. An intervening member is required to submit himself/herself to a pre-trial examination upon the defendant's request. No class member other than the representative plaintiff or an intervenor may be required to be submitted to a pre-trial examination except with leave of court, if it considers it useful.
13. To be a class member :

**If you wish to be included in the class action, you don't have to do**

**anything.** In fact, save for a special leave, the judgement to be rendered in the class action will be binding upon all class members who have not opted out.

If you wish **to opt out** of the class action, you have to inform so the clerk of the Superior Court for the district of Montreal, by mail at:

1 Notre Dame Street E.  
Montreal, Quebec, H2Y 1B6  
Canada

RE : Stéphane DURAND v. **SUBWAY FRANCHISE SYSTEMS OF CANADA,  
ULC** -and- **DOCTOR'S ASSOCIATES LLC**  
Court file no. : 500-06-000849-170

Such a notice should be transmitted **at the latest 90 days after the publication of this notice.**

**(CLASS ACTION)**

No: 500-06-000849-170  
Court: Superior  
District: of Montreal

**STÉPHANE DURAND,**

Plaintiff

v.

**SUBWAY FRANCHISE SYSTEMS OF  
CANADA, UCL,**

-and-

**DOCTOR'S ASSOCIATES LLC,**

Defendants

***NOTICE TO THE MEMBERS***

**ORIGINAL**

**James Reza Nazem**

Place du Canada  
1010 de la Gauchetière W., Suite 950  
Montreal, Quebec, H3B 2N2  
Telephone : (514) 392-0000  
Toll free fax: 1 (855) 821-7904  
E-mail : [jnazem@actioncollective.com](mailto:jnazem@actioncollective.com)

O/F: 1702JN3519

AN-1795

*NAZEM*